



## **RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2011**

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2011, clos le 31 mars.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2011 et 2010 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2010 (« données comparables »). La comparaison avec 2007, la dernière année avant la crise économique et financière, a été maintenue afin de mesurer le niveau du retour progressif à une situation normale de l'activité commerciale et du renforcement des équilibres d'exploitation.

### **1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2011**

Les commandes et les résultats du premier trimestre 2011 confirment la poursuite de la dynamique commerciale et de l'amélioration des équilibres opérationnels et financiers, déjà significativement renforcés en 2010.

L'environnement macroéconomique a été marqué d'une part, par la confirmation d'une meilleure santé de l'économie mondiale, d'autre part par les crises géopolitiques (Tunisie, Egypte, Lybie ...) et les catastrophes tragiques au Japon. Ces événements ont temporairement ralenti l'activité de ces pays et affecté les chaînes d'approvisionnement de différentes activités dans le monde.

Avec une parité moyenne de \$ 1,37 / € 1, le dollar s'est inscrit en très légère hausse (1 %) par rapport au premier trimestre 2010. Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de 1 % le chiffre d'affaires et de € 0,2 million le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

#### **Forte progression des commandes**

Avec un total de € 21,9 millions, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO progressent de 25 % par rapport au premier trimestre 2010 (€ 17,3 millions).

Les commandes du premier trimestre 2010 avaient elles-mêmes fortement augmenté (+ 68 %) par rapport à celles du premier trimestre 2009, très marquées par la crise. Cependant, malgré ces forts rebonds enregistrés en 2010 puis en 2011, les commandes du premier trimestre 2011 demeurent encore en retrait de 11 % par rapport au premier trimestre 2007, l'activité dans de nombreux pays industrialisés n'ayant pas encore retrouvé les niveaux d'avant-crise.

Géographiquement, la situation reste contrastée : si les commandes enregistrées en Europe progressent de 48 % (tirées par l'Allemagne et les pays d'Europe de l'Est), et celles de la région Asie-Pacifique de 33 %, les commandes dans les Amériques baissent de 5 % et celles des pays du reste

du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...) de 18 %. Les commandes dans les pays émergents (45 % du total) progressent de 17 %, et celles des pays développés (55 % du total), dont la croissance en 2010 avait été plus modérée, de 32 %; par rapport à 2007, le retard est encore respectivement de 8 % et 14 %.

Les marchés sectoriels ont montré le même contraste : la mode reste quasi stable (- 2 %) alors que l'automobile se caractérise toujours par son dynamisme (+ 115 %), l'ameublement progresse de 43 % et les autres industries sont en baisse de 17 %.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels sont en recul de 6 %, du fait principalement du mix des marchés sectoriels, alors que celles des équipements de CFAO augmentent de 43 %.

En hausse de 14 %, les ventes de pièces détachées et de consommables (€ 10,4 millions) enregistrent une nouvelle progression importante, par l'effet combiné de l'augmentation du nombre d'équipements de CFAO installés et de la poursuite de la croissance des volumes de production des entreprises.

Ces variations sur un seul trimestre ne permettent naturellement pas d'extrapoler des tendances pour les trimestres suivants.

### **Forte augmentation du chiffre d'affaires et des résultats**

Le chiffre d'affaires s'établit à € 49,8 millions, en progression de 14 % par rapport au premier trimestre 2010. A données réelles, il augmente de 16 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,5 millions) est en croissance de 30 %. Les revenus récurrents (€ 26,3 millions) augmentent de 3 %, résultant de la conjugaison d'une diminution de 2 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents et de la hausse de 14 % de celui des pièces détachées et consommables.

Le résultat opérationnel atteint € 5,5 millions. A données comparables, il progresse de € 2,3 millions (+ 77 %) et la marge opérationnelle (11,0 %) de 3,9 points.

Le bénéfice net s'établit à € 3,7 millions ; il augmente de € 2,1 millions (+ 126 %), à données réelles par rapport au premier trimestre 2010 (€ 1,6 million).

Il n'y a eu aucun élément à caractère non récurrent, aux premiers trimestres 2011 et 2010.

Ces résultats constituent un record historique pour un premier trimestre.

### **Retour à une trésorerie nette positive**

Le cash-flow libre avant éléments non récurrents s'élève à € 3,7 millions (€ 5,4 millions au premier trimestre 2010). Après décaissement de € 0,5 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est de € 3,2 millions.

Les dettes financières nettes diminuent en conséquence de € 4,7 millions par rapport au 31 décembre 2010, le trimestre s'achevant sur une trésorerie nette de € 2,3 millions, alors que l'endettement financier net était de € 43,1 millions un an plus tôt.

## 2. COMPTES CONSOLIDES DU PREMIER TRIMESTRE 2011

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier trimestre s'établit à € 49,8 millions, en progression de 14 % à données comparables (16 % à données réelles), par rapport au premier trimestre 2010.

La croissance s'établit à 13 % en Europe, 1 % dans les Amériques et 35 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 53 % (dont 10 % pour la France), 20 % et 22 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (5 % du chiffre d'affaires du Groupe) augmente de 11 %.

#### *Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes*

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 6,8 millions) progresse de 25 %. Il contribue à hauteur de 14 % au chiffre d'affaires global (13 % au premier trimestre 2010).

Les équipements de CFAO (€ 14,0 millions) affichent une croissance de 34 % et représentent 28 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2010).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 2,5 millions) augmente de 26 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,5 millions) progresse de 30 %. Il représente 47 % du chiffre d'affaires global (42 % en 2010), cette nouvelle hausse de 5 points confirmant le retour, amorcé en 2010, à une dynamique de croissance de l'activité commerciale.

#### *Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables*

Les revenus récurrents (€ 26,3 millions) augmentent de € 0,8 million (+3 %). Ils représentent 53 % du chiffre d'affaires global du premier trimestre 2011 (58 % au premier trimestre 2010).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 31 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 15,5 millions. Après avoir diminué en 2009 et 2010 en raison des taux d'annulation exceptionnellement élevés enregistrés en 2008 et 2009 du fait de la crise, il est maintenant stabilisé.

Concernant près des deux tiers des 23 000 clients de Lectra, ces contrats se décomposent ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 7,3 millions), en recul de 1 % par rapport à 2010, représentent 15 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 8,2 millions), en recul de 4 %, représentent 16 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 10,4 millions) affiche une progression de 14 %.

### Carnet de commandes

Le montant des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO enregistrées au cours du trimestre est supérieur à celui du chiffre d'affaires de la même période. L'augmentation du carnet de commande qui en découle est toutefois partiellement compensée par l'effet de la baisse du dollar face à l'euro entre le 31 décembre 2010 (\$ 1,34 / € 1) et le 31 mars 2011 (\$ 1,42 / € 1). De ce fait, le carnet de commandes au 31 mars 2011 (€ 19,2 millions) augmente de € 0,7 million par rapport au 31 décembre 2010 et de € 4,0 millions par rapport au 31 mars 2010.

Il comprend € 14,6 millions livrables au deuxième trimestre 2011, € 3,1 millions sur le reste de l'année et € 1,5 million en 2012.

### Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 71,0 %. A données comparables, il s'élève à 70,9 % et diminue de 0,8 point par rapport au premier trimestre 2010 (71,7 %).

Cette diminution provient de l'évolution du mix produits, caractérisée par une progression de la part du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables dans le chiffre d'affaires global, leur taux de marge étant moins élevé que celui de ses autres composantes. Pour chaque ligne de produits, les marges, à données comparables, sont en hausse, démontrant à nouveau leur bonne tenue, malgré la forte pression concurrentielle, accrue par la crise.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 29,9 millions, en augmentation de € 1,7 million (+ 6 %) par rapport au premier trimestre 2010. Ils se décomposent ainsi :

- € 26,5 millions de frais fixes, en progression de € 0,6 million (+ 2 %) ;
- € 3,4 millions de frais variables (+ 51 %), une hausse reflétant la croissance de l'activité commerciale et des résultats.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 4,6 millions et représentent 9,1 % du chiffre d'affaires (€ 4,1 millions et 9,5 % en 2010), la société ayant décidé de renforcer ses efforts en R&D. Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche (dont le taux global diminue en 2011 du fait des nouvelles mesures fiscales applicables) et des subventions s'établissent à € 2,9 millions (€ 2,5 millions en 2010).

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 5,5 millions. A données comparables, il est de € 5,3 millions et progresse de € 2,3 millions par rapport au premier trimestre 2010 (€ 3,0 millions).

La marge opérationnelle s'établit à 11 %. A données comparables, elle est de 10,8 % et augmente de 3,9 points par rapport à celle du premier trimestre 2010 (6,9 %).

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,5 million. Le résultat de change est positif de € 0,3 million du fait des couvertures de l'exposition au risque de change sur le dollar américain pour le premier trimestre mises en place début février 2011.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 1,6 million, le bénéfice net s'établit à € 3,7 millions (€ 1,6 million au premier trimestre 2010).

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué s'élève à € 0,13 (€ 0,06 au premier trimestre 2010).

## Cash-flow libre

Avant éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre s'élève à € 3,7 millions (€ 5,4 millions en 2010).

Après décaissement de € 0,5 million d'éléments à caractère non récurrent, le cash-flow libre est positif de € 3,2 millions (+ € 5,0 millions en 2010, après décaissement de € 0,4 million d'éléments à caractère non récurrent). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation positive de € 5,9 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 1,8 million (*cf. note 7 des notes annexes au présent rapport*) et d'investissements de € 0,9 million.

Le crédit d'impôt recherche (€ 1,3 million) a été comptabilisé mais non encaissé au premier trimestre 2011. Dans l'hypothèse où il aurait été encaissé, le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent aurait été positif de € 5,0 millions et supérieur au résultat net (€ 3,7 millions).

## Structure financière

Au 31 mars 2011, les capitaux propres s'élèvent à € 47,1 millions (€ 42,0 millions au 31 décembre 2010).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues en propre dans le cadre du seul contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale), valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,2 million (€ 0,4 million au 31 décembre 2010).

En revanche, il ne tient pas compte du dividende global (estimé à € 5,2 millions) qui, sous réserve du vote favorable des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2011, sera mis en paiement le 10 mai et diminuera d'autant les capitaux propres et la trésorerie.

La trésorerie disponible s'établit à € 34,5 millions (€ 30,2 millions au 31 décembre 2010).

Les dettes financières sont de € 32,2 millions (€ 32,6 millions au 31 décembre 2010) :

- € 30,3 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007, dont les deux premiers remboursements semestriels contractuels (€ 3,8 millions chacun) ont été réalisés le 30 juin et le 31 décembre 2010. Par ailleurs, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10 millions le 31 décembre 2010, imputés sur les deux remboursements semestriels contractuels de 2011 (seul restant un solde de € 0,6 million au 31 décembre 2011). Elle remboursera également par anticipation le 30 juin 2011 € 3,8 millions au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* ;
- € 1,9 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 2,3 millions au 31 mars 2011 (contre une dette financière nette de € 2,4 millions au 31 décembre 2010 et de € 43,1 millions au 31 mars 2010).

Compte tenu des meilleurs ratios financiers, la marge sur les intérêts de l'emprunt à moyen terme a été ramenée, conformément au contrat de prêt, de 1,85 % en 2010 à 0,95 % au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (*cf. note 10.1 des notes annexes au présent rapport*).

Du fait de la trésorerie disponible et des montants non utilisés des lignes de crédit de trésorerie confirmées, la société dispose au 31 mars 2011 de € 48,5 millions pour assurer sa liquidité (*cf. note 10.2 des notes annexes au présent rapport*).

## Litige en cours avec Induyco

La société a engagé fin décembre 2010 une procédure d'*exequatur* devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne le jugement arbitral d'octobre 2009 et encaisser les montants des dommages et intérêts restant encore dus par Induyco (€ 10,7 millions au 31 mars 2011). Depuis, Induyco a formé opposition à cette demande le 18 avril 2011.

La société n'a enregistré à ce jour dans ses comptes que le montant de € 15,1 millions encaissé le 7 octobre 2010 à la suite de la décision rendue le 20 septembre 2010 par la Cour d'Appel de Madrid. L'indemnisation allouée par le Tribunal arbitral international était de € 25,8 millions (au 31 mars 2011).

La même Cour d'Appel vient par ailleurs de débouter Induyco, dans une décision rendue le 30 mars 2011, de la totalité de ses demandes dans l'appel qu'elle avait engagé contre le jugement rendu le 4 octobre 2010, par le Tribunal de Première Instance de Madrid. Ce dernier, statuant au fond, avait rejeté l'action d'Induyco visant à empêcher Lectra d'appeler les garanties bancaires tant qu'elle n'aurait pas obtenu un jugement de reconnaissance et d'exécution de la sentence arbitrale (cf. chapitre 8 de l'annexe au présent rapport).

## 3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

### Evolution du capital

Au 31 mars 2011, le capital social est de € 27 828 651,07 divisé en 28 689 331 actions d'une valeur nominale de € 0,97 (il était de € 27 644 043,58 divisé en 28 499 014 actions au 31 décembre 2010).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, il a été augmenté de 190 317 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (€ 184 607,49 en valeur nominale assorti d'une prime d'émission globale de € 725 143,28).

Le 18 avril 2011, la société Financière de l'Echiquier (France), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 10 % des droits de vote de la société et détenir à cette date 10,16 % du capital et 9,99 % des droits de vote. Ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions sur le marché.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 39 % du capital et des droits de vote,
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- la société Financière de l'Echiquier détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et plus de 5 % (et moins de 10 %) des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

### Actions de la société détenues en propre

La société détenait, au 31 mars 2011, 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par SG Securities (Groupe Société Générale).

### Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Après son fort redressement en 2010 (+ 86 %), à la suite de deux années de baisse importante du fait de la crise, le cours de Bourse de l'action Lectra a poursuivi sa progression au premier trimestre. Au 31 mars 2011, le cours était de € 6,60, en hausse de 58 % par rapport au 31 décembre 2010 (€ 4,19). Le cours a affiché un plus bas de € 4,12 le 3 janvier et un plus haut de € 6,60 le 31 mars. Sur la même



période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont tous les deux progressé de 5 %.

Les volumes d'échange continuent d'être en forte progression : selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (3,7 millions) a plus que doublé et le montant des capitaux échangés (€ 20,4 millions) ont été multipliés par 6, par rapport à la même période de 2010.

#### **4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS**

Aucun événement important n'est à signaler.

#### **5. CALENDRIER FINANCIER**

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 29 avril 2011.

Les résultats financiers du premier semestre seront publiés le 28 juillet, après la clôture de NYSE Euronext.

#### **6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

La société a longuement développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir dans son rapport financier du 10 février 2011 ainsi que dans son rapport annuel 2010, auxquels il convient de se reporter.

Si l'environnement macroéconomique a continué de s'améliorer depuis le début de l'année, il n'est toutefois toujours pas revenu à la situation d'avant-crise. La reprise demeure fragile, les risques et les incertitudes persistent, et une nouvelle détérioration de la situation économique et monétaire demeure possible, maintenant l'exigence de prudence et de vigilance.

Le plan d'actions 2011 vise le maintien de la dynamique commerciale retrouvée depuis fin 2009, une marge opérationnelle égale ou supérieure à celle de 2010 et la génération d'un cash-flow libre significatif.

L'activité commerciale et les résultats du premier trimestre 2011 sont globalement conformes aux anticipations de la société et confirment le renforcement des équilibres d'exploitation et la transformation de la structure financière. Le carnet de commandes reste solide. Cependant, la situation des différentes régions et différents marchés sectoriels de l'entreprise reste hétérogène et l'activité cumulée de l'ensemble de ses clients n'a pas encore retrouvé son niveau de 2007.

La société a retenu comme scénario central pour l'année 2011, dans l'hypothèse où la reprise économique se poursuivrait au rythme actuel et conduirait à une croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes de 20 %, un chiffre d'affaires de l'ordre de € 207 millions (+ 10 %) et un résultat opérationnel courant d'environ € 28,5 millions (+ 30 %), dégageant ainsi une marge opérationnelle courante proche de 14 % (+ 2 points). Le résultat net serait alors proche de € 18 millions (+ 27 % à données réelles par rapport à celui de 2010 retraité des éléments à caractère non récurrent), soit un résultat net par action de base de l'ordre de € 0,63. Enfin, le cash-flow libre devrait être de l'ordre de € 14 millions.

Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires resterait en retrait de € 10 millions (- 4 %) par rapport à 2007, mais le résultat opérationnel serait, quant à lui, multiplié par 2,5, démontrant les progrès des équilibres opérationnels réalisés par la société pendant la crise.

Ces chiffres ont été établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,35 / € 1 et les variations à données comparables calculées par rapport aux résultats 2010 convertis aux cours de change de 2011. La récente hausse de l'euro se traduit, à la date du présent rapport, par une parité de \$ 1,48 / € 1. Si celle-ci se maintenait jusqu'à la fin de l'année, elle aurait pour impact mécanique, par rapport au scénario central, de diminuer de € 4,6 millions le chiffre d'affaires et de € 2,3 millions le résultat opérationnel (les variations à données comparables par rapport aux résultats 2010 restant

inchangées). La société n'a pas couvert son exposition estimée au dollar américain au-delà du 31 mars 2011.

2011 devrait également voir le retour à une trésorerie nette positive, après versement du dividende au titre de l'exercice 2010, alors que l'endettement financier net avait culminé à € 56,4 millions fin 2008. Par ailleurs, l'encaissement des € 10,7 millions restant dus sur les dommages et intérêts alloués par le Tribunal arbitral international renforcerait d'autant la structure financière. L'objectif actuel de la société est de conserver sa trésorerie pour financer sa croissance organique.

Comme l'a démontré le rebond de 2010, une fois la crise définitivement passée, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devront accélérer ou rattraper les investissements gelés ou repoussés depuis trois ans et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité. Avec la crise, leurs défis ont été amplifiés.

Confortée par ses résultats, la société est confiante sur la solidité de son modèle économique et ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 28 avril 2011



**Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2011**

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 avril 2011

Daniel Harari  
Directeur Général

Jérôme Viala  
Directeur Financier

## Etat de la situation financière consolidée

### ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2011	31 décembre 2010	31 mars 2010
Ecarts d'acquisition	30 505	30 999	36 873
Autres immobilisations incorporelles	5 295	5 452	5 679
Immobilisations corporelles	11 047	11 066	12 159
Actifs financiers non courants	1 785	1 700	1 485
Impôts différés	11 794	12 938	16 047
<b>Total actif non courant</b>	<b>60 426</b>	<b>62 155</b>	<b>72 243</b>
Stocks	20 787	19 336	18 808
Clients et comptes rattachés	41 094	43 862	42 553
Créances d'impôt courant sur les sociétés	8 277	6 918	9 089
Autres actifs courants	7 191	4 674	12 636
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 505	30 174	10 749
<b>Total actif courant</b>	<b>111 854</b>	<b>104 964</b>	<b>93 835</b>
<b>Total actif</b>	<b>172 280</b>	<b>167 119</b>	<b>166 078</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2011	31 décembre 2010	31 mars 2010
Capital social	27 829	27 644	27 641
Primes d'émission et de fusion	1 764	1 039	1 033
Actions détenues en propre	(213)	(386)	(1 337)
Ecarts de conversion	(9 051)	(8 877)	(8 927)
Réserves et résultats consolidés	26 812	22 612	7 641
<b>Capitaux propres</b>	<b>47 141</b>	<b>42 032</b>	<b>26 052</b>
Engagements de retraite	3 922	4 124	3 747
Emprunts et dettes financières à long terme	27 284	27 694	41 832
<b>Total passif non courant</b>	<b>31 206</b>	<b>31 818</b>	<b>45 579</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	48 349	49 120	43 502
Produits constatés d'avance	36 468	35 835	36 560
Dettes d'impôt exigible	934	537	283
Emprunts et dettes financières à court terme	4 893	4 905	11 984
Provisions	3 289	2 872	2 118
<b>Total passif courant</b>	<b>93 933</b>	<b>93 269</b>	<b>94 447</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>172 280</b>	<b>167 119</b>	<b>166 078</b>

## Compte de résultat consolidé

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2011	2010
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>49 777</b>	<b>42 962</b>
Coût des ventes	(14 423)	(12 153)
<b>Marge brute</b>	<b>35 354</b>	<b>30 809</b>
Frais de recherche et développement	(2 937)	(2 527)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 955)	(25 297)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>5 462</b>	<b>2 985</b>
Produits financiers	108	30
Charges financières	(568)	(985)
Résultat de change	253	54
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>5 255</b>	<b>2 084</b>
Impôts sur le résultat	(1 587)	(461)
<b>Résultat net</b>	<b>3 668</b>	<b>1 623</b>
(en euros)		
Résultat par action		
Résultat :		
- de base	0,13	0,06
- dilué	0,13	0,06
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	28 378 238	28 048 687
- résultat dilué	29 084 696	28 048 687

## Etat du résultat global

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2011	2010
<b>Résultat net</b>	<b>3 668</b>	<b>1 623</b>
Ecart de conversion	(174)	(342)
Part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couvertures de change	0	(14)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	413	28
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(138)	(5)
<b>Résultat global total</b>	<b>3 769</b>	<b>1 290</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars (en milliers d'euros)	2011	2010
<b>I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>		
Résultat net	3 668	1 623
Amortissements et provisions d'exploitation	1 376	1 093
Eléments non monétaires du résultat	81	144
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(9)	(17)
Variation des impôts différés	832	(222)
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>5 948</b>	<b>2 621</b>
Variation des stocks et en-cours	(1 567)	(329)
Variation des créances clients et comptes rattachés	3 302	3 083
Variation des autres actifs et passifs courants	(3 570)	(72)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>(1 835)</b>	<b>2 682</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>4 113</b>	<b>5 303</b>
<b>II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(241)	(158)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(642)	(159)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	35	15
Acquisitions d'immobilisations financières	(535)	(77)
Cessions d'immobilisations financières	438	124
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(945)</b>	<b>(255)</b>
<b>III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	910	0
Achats par la société de ses propres actions	(193)	(77)
Ventes par la société de ses propres actions	723	75
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(406)	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>1 034</b>	<b>(2)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>4 202</b>	<b>5 046</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture <sup>(1)</sup></b>	<b>30 174</b>	<b>2 149</b>
Variation de la trésorerie	4 202	5 046
Incidence des variations de cours de change	129	(247)
<b>Trésorerie à la clôture <sup>(1)</sup></b>	<b>34 505</b>	<b>6 948</b>
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	3 710	5 424
Eléments non récurrents du cash-flow libre	(542)	(376)
<b>Cash-flow libre</b>	<b>3 168</b>	<b>5 048</b>
Impôts payés (remboursés), nets <sup>(2)</sup>	(54)	45
Intérêts payés	428	738

(1) Après déduction du montant des lignes de crédit de trésorerie utilisées pour € 3,8 millions au 31 mars 2010 et € 7,6 millions au 31 décembre 2009. Les lignes de crédit de trésorerie n'ont pas été utilisées au 31 mars 2011.

(2) Ce montant ne comprend pas les remboursements du crédit d'impôt recherche.

## Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 439)</b>	<b>(8 585)</b>	<b>6 039</b>	<b>24 689</b>
Résultat net							1 623	1 623
Autres éléments du résultat global						(342)	9	(333)
<b>Resultat global</b>						<b>(342)</b>	<b>1 632</b>	<b>1 290</b>
Valorisation des options de souscription d'actions							40	40
Vente (achat) par la société de ses propres actions					102			102
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(70)	(70)
<b>Capitaux propres au 31 mars 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 337)</b>	<b>(8 927)</b>	<b>7 641</b>	<b>26 052</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>28 495 514</b>	<b>0,97</b>	<b>27 641</b>	<b>1 033</b>	<b>(1 439)</b>	<b>(8 585)</b>	<b>6 039</b>	<b>24 689</b>
Résultat net							15 647	15 647
Autres éléments du résultat global						(292)	682	390
<b>Resultat global</b>						<b>(292)</b>	<b>16 329</b>	<b>16 037</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	3 500	0,97	3	5				9
Valorisation des options de souscription d'actions							193	193
Vente (achat) par la société de ses propres actions					1 053			1 053
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							51	51
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>28 499 014</b>	<b>0,97</b>	<b>27 644</b>	<b>1 039</b>	<b>(386)</b>	<b>(8 877)</b>	<b>22 612</b>	<b>42 032</b>
Résultat net							3 668	3 668
Autres éléments du résultat global						(174)	275	101
<b>Resultat global</b>						<b>(174)</b>	<b>3 943</b>	<b>3 769</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	190 317	0,97	185	725				910
Valorisation des options de souscription d'actions							20	20
Vente (achat) par la société de ses propres actions					173			173
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							237	237
<b>Capitaux propres au 31 mars 2011</b>	<b>28 689 331</b>	<b>0,97</b>	<b>27 829</b>	<b>1 764</b>	<b>(213)</b>	<b>(9 051)</b>	<b>26 812</b>	<b>47 141</b>

## NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2011

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux tels que la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement, ainsi qu'une grande variété d'autres industries (l'aéronautique, l'industrie nautique, l'éolien, les équipements de protection des personnes...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits jusqu'à la distribution (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement de l'image et des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de certains produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France) où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 30 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2010, réalisé en direct 92 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis), pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 750 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

## Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

## 2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les comptes consolidés condensés au 31 mars 2011 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, disponibles sur [www.lectra.com](http://www.lectra.com).

Les comptes au 31 mars 2011 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2010. Ils n'ont pas fait l'objet d'une revue par les Commissaires aux comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- IAS 24 – Information relative aux parties liées ;
- Amendement à IAS 32 – Classement des émissions de droits ;
- Amendement à IFRS 1 – Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- Procédure Amélioration annuelle des IFRS 2010 ;
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ;
- Amendement à IFRIC14 – Paiements d'avance d'exigences de financement minimal.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.



Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2011 traduits à cours de change 2010, comparés aux données réelles 2010.

### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en matière de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de R&D au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

## Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

## Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêt ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

## Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

## Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein de la société. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » de la société.

Les secteurs opérationnels correspondent tout d'abord aux régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions

géographiques exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de la performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale (consolidée) est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts, pour l'essentiel fixes. Le chiffre d'affaires du Siège n'étant composé que des facturations aux régions et ses frais généraux étant pour l'essentiel fixes, son résultat opérationnel dépend donc essentiellement du volume d'activité réalisé par ces dernières.

### **3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

Au 31 mars 2011, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 25 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre de consolidation du Groupe au cours du premier trimestre 2011.

Deux filiales (Pan Union International Ltd. et Prima Design Systems Ltd.) résultant d'acquisitions anciennes et sans activité depuis de nombreuses années ont été liquidées et déconsolidées en 2010. Une filiale, Lectra Baltic Oü, a été créée en octobre 2010 en Estonie et a été consolidée au 31 décembre 2010.

Cinq filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2011, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,4 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,0 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la maison mère Lectra SA.

#### 4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATIONS A DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars				
	2011		2010	Variation 2011/2010	
	Réel	A cours de change 2010	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	49 777	49 153	42 962	+16%	+14%
Coût des ventes	(14 423)	(14 310)	(12 153)	+19%	+18%
<b>Marge brute</b>	35 354	34 843	30 809	+15%	+13%
(en % du chiffre d'affaires)	71,0%	70,9%	71,7%	-0,7 point	-0,8 point
Frais de recherche et de développement	(2 937)	(2 937)	(2 527)	+16%	+16%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(26 955)	(26 617)	(25 297)	+7%	+5%
<b>Résultat opérationnel</b>	5 462	5 289	2 985	+83%	+77%
(en % du chiffre d'affaires)	11,0%	10,8%	6,9%	+4,1 points	+3,9 points
<b>Résultat avant impôts</b>	5 255	5 082	2 084	+152%	+144%
Impôt sur le résultat	(1 587)	n/a	(461)	ns	na
<b>Résultat</b>	3 668	n/a	1 623	+126%	na

## 5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars							
	2011			2010		Variation 2011/2010		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	26 498	53%	26 354	23 240	54%	+14%	+13%	
- France	5 106	10%	5 106	4 769	11%	+7%	+7%	
Amériques	10 063	20%	9 922	9 832	23%	+2%	+1%	
Asie - Pacifique	10 853	22%	10 549	7 786	18%	+39%	+35%	
Autres pays	2 363	5%	2 328	2 104	5%	+12%	+11%	
<b>Total</b>	<b>49 777</b>	<b>100%</b>	<b>49 153</b>	<b>42 962</b>	<b>100%</b>	<b>+16%</b>	<b>+14%</b>	

### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars							
	2011			2010		Variation 2011/2010		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	14 162	28%	13 989	12 660	29%	+12%	+11%	
- nouvelles licences	6 839	14%	6 774	5 399	13%	+27%	+25%	
- contrats d'évolution logiciels	7 324	15%	7 215	7 261	17%	+1%	-1%	
Équipements de CFAO	14 038	28%	13 935	10 392	24%	+35%	+34%	
Maintenance hardware et services en ligne	8 616	17%	8 460	8 842	21%	-3%	-4%	
Pièces détachées et consommables	10 363	21%	10 211	8 965	21%	+16%	+14%	
Formation, conseil	2 489	5%	2 453	1 942	5%	+28%	+26%	
Divers	109	0%	105	161	0%	-33%	-35%	
<b>Total</b>	<b>49 777</b>	<b>100%</b>	<b>49 153</b>	<b>42 962</b>	<b>100%</b>	<b>+16%</b>	<b>+14%</b>	

### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars							
	2011			2010		Variation 2011/2010		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	23 474	47%	23 266	17 894	42%	+31%	+30%	
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	26 303	53%	25 887	25 068	58%	+5%	+3%	
- contrats récurrents	15 536	31%	15 280	15 658	36%	-1%	-2%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	10 767	22%	10 607	9 410	22%	+14%	+13%	
<b>Total</b>	<b>49 777</b>	<b>100%</b>	<b>49 153</b>	<b>42 962</b>	<b>100%</b>	<b>+16%</b>	<b>+14%</b>	

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

<sup>(2)</sup> Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et d'interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

## Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars							
	2011			2010			Variation 2011/2010	
	Réel	%	A cours de change 2010	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	14 879	63%	14 711	9 317	52%	+60%	+58%	
Automobile	5 701	24%	5 702	4 262	24%	+34%	+34%	
Ameublement	1 650	7%	1 622	1 224	7%	+35%	+33%	
Autres industries	1 244	5%	1 231	3 091	17%	-60%	-60%	
<b>Total</b>	<b>23 474</b>	<b>100%</b>	<b>23 266</b>	<b>17 894</b>	<b>100%</b>	<b>+31%</b>	<b>+30%</b>	

## 6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Au 31 mars 2011	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	26 498	10 063	10 853	2 363	0	49 777
Résultat opérationnel	2 772	(107)	26	139	2 632	5 462

Au 31 mars 2010	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	23 239	9 832	7 786	2 105	0	42 962
Résultat opérationnel	1 637	(38)	(53)	309	1 130	2 985

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	3,7	0,0	3,7
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(0,5)	0,0	(0,5)
Augmentation de capital	0,9	0,0	0,9
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(1)</sup>	0,5	0,0	0,5
Variation de l'endettement	(0,4)	0,4	0,0
Effet de la variation des devises – divers	0,1	0,0	0,1
<b>Variation de la période</b>	<b>4,3</b>	<b>0,4</b>	<b>4,7</b>
Situation au 31 décembre 2010	30,2	(32,6)	(2,4)
Situation au 31 mars 2011	34,5	(32,2)	2,3
<b>Variation de la période</b>	<b>4,3</b>	<b>0,4</b>	<b>4,7</b>

(1) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Société Générale), dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 avril 2010.

Le cash-flow libre du premier trimestre s'élève à € 3,2 millions.

Hors effet des décaissements à caractère non récurrents (correspondant aux coûts des mesures de réorganisation mises en œuvre en fin d'année dernière et provisionnés dans les comptes 2010), le

cash-flow libre s'élève à € 3,7 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 5,9 millions, d'investissements de € 0,9 million et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 1,3 million. Cette augmentation s'explique principalement par les éléments suivants :

- + € 1,6 million proviennent de l'augmentation des stocks, en raison de la forte progression du chiffre d'affaires des équipements de CFAO et des pièces détachées et consommables ;
- - € 3,3 millions proviennent d'une nouvelle diminution des créances clients, malgré la progression du chiffre d'affaires ;
- - € 3,0 millions proviennent d'une hausse des dettes fournisseurs, consécutive à la forte augmentation du volume des achats de production des équipements de CFAO et de pièces détachées et consommables ;
- + € 1,3 million proviennent du crédit d'impôt recherche du trimestre, comptabilisé mais non encaissé ;
- + € 4,7 millions proviennent du paiement, au premier trimestre, de la partie variable des salaires et de la prime d'intéressement relatifs aux résultats de l'exercice 2010.

L'augmentation totale du besoin en fonds de roulement, comprenant € 0,5 million de décaissements à caractère non récurrent, est de € 1,8 million.

## **8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO**

Ce litige fait l'objet d'un développement détaillé dans la note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2010 à laquelle il convient de se référer.

**Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 25,8 millions (au 31 mars 2011)**

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le tribunal arbitral international avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement)
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Les intérêts globaux alloués par le tribunal depuis le début de la procédure arbitrale, jusqu'à la date du jugement s'élèvent à € 3,4 millions, portant ainsi le montant total des dommages et intérêts et des intérêts alloués à cette date à un montant total de € 25,2 millions ; les intérêts courus depuis le 28 octobre 2009 jusqu'au 31 mars 2011 s'élèvent à € 0,7 million, portant le montant total à cette date à € 25,8 millions.

Parallèlement aux contestations d'Induyco en Espagne, dont l'objectif était de bloquer la mise en œuvre des garanties bancaires – pour lesquelles la Cour d'Appel de Madrid a infirmé et annulé, le 20 septembre 2010, l'ordonnance suspendant l'appel des garanties bancaires consenties à Lectra par Induyco, et a débouté Induyco, le 30 mars 2011, de ses autres demandes –, Induyco avait engagé en



Angleterre une procédure en annulation de la sentence arbitrale. Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la High Court of Justice de Londres a entièrement débouté Induyco, lui a refusé la possibilité de faire appel et alloué à Lectra le remboursement de ses frais et honoraires exposés à l'occasion de cette procédure.

La sentence arbitrale s'impose à Induyco en application du droit international. Les décisions de la Cour d'Appel de Madrid et de la High Court of Justice de Londres renforcent la volonté de Lectra de faire valoir fermement ses droits et de poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence arbitrale.

A cette fin, la société a engagé fin décembre 2010 une procédure d'*exequatur* devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne le jugement arbitral et encaisser les montants des dommages et intérêts encore dus par Induyco (€ 10,7 millions au 31 mars 2011). Depuis, Induyco a formé opposition le 18 avril 2011 à cette demande.

### **La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions sur le montant global de dommages et intérêts de € 25,8 millions**

La décision de la Cour d'Appel de Madrid et l'encaissement des € 15,1 millions se sont traduits, dans les comptes consolidés 2010, par une diminution du montant des écarts d'acquisition de € 6,1 millions et par un produit net à caractère non récurrent de € 3,3 millions résultant d'un produit à caractère non récurrent de € 9,0 millions diminué du montant des honoraires et frais de procédures précédemment comptabilisés dans les autres actifs courants (€ 5,7 millions).

Le solde (€ 10,7 millions) du montant total (€ 25,8 millions au 31 mars 2011) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes à ce jour.

Enfin, les honoraires et coûts de procédure relatifs aux actions judiciaires en Espagne, encore en cours, sont comptabilisés directement dans les charges de la période au cours de laquelle ils sont réalisés.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco du montant total de l'indemnisation augmenté des intérêts courus depuis la date du jugement.

## **9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE**

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à SG Securities (Paris), la société a, au premier trimestre 2011, acheté 35 514 actions et en a vendu 138 953 aux cours moyens respectifs de € 5,44 et de € 5,20.

En conséquence, au 31 mars 2011, elle détenait 40 301 (soit 0,1 %) de ses propres actions à un prix de revient moyen de € 5,28, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## **10. ENDETTEMENT BANCAIRE ET LIQUIDITÉ**

### **10.1 Crédit bancaire à moyen terme de € 48 millions**

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Les deux premières échéances semestrielles de € 3,8 millions chacune ont été remboursées le 30 juin et le 31 décembre 2010. En complément et compte tenu de la forte amélioration de sa situation de trésorerie en 2010, la société, à sa propre initiative, a effectué un remboursement anticipé de € 10,0 millions le 31 décembre 2010. Ce remboursement volontaire se substitue aux remboursements

semestriels contractuels de 2011 qui, de ce fait, sont réduits à € 0,6 million payable le 31 décembre 2011.

Parallèlement, un remboursement complémentaire de € 3,8 millions sera effectué le 30 juin 2011 en application de la clause d'*excess cash-flow* du contrat de prêt, en raison de la forte augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2010.

Le solde de l'emprunt, soit € 25,9 millions, sera ensuite remboursable en quatre échéances semestrielles à compter du 30 juin 2012 : les deux premières de € 5,3 millions (30 juin et 31 décembre 2012), la suivante de € 9,6 millions (30 juin 2013) et la dernière de € 5,8 millions (31 décembre 2013). Une nouvelle accélération contractuelle des remboursements par rapport à cet échéancier est possible, en fonction de l'augmentation de la trésorerie disponible au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat comprend une clause de remboursement anticipé lors de l'encaissement des dommages et intérêts perçus dans le cadre de la procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco. Le montant de € 15,1 millions reçu en 2010 n'a pas donné lieu à un remboursement anticipé, le seuil au-delà duquel cette clause s'exerce n'étant pas atteint compte tenu du montant total des frais et honoraires engagés par Lectra depuis le début de la procédure, ces derniers étant déduits du montant de l'indemnité perçue pour le calcul d'un éventuel remboursement. En revanche, l'encaissement du solde de € 10,7 millions des dommages et intérêts dû à Lectra par Induyco conduira à un remboursement anticipé proche de 50 % du montant reçu.

Les dates de remboursement utilisées pour remplir le tableau figurant en note 10.3 sont les dates contractuelles au plus tard sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

Par ailleurs, la société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter (*covenants*) le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Les ratios à respecter au 31 décembre de chaque année jusqu'au terme de l'emprunt sont les suivants :

	2011	2012
<i>Leverage</i>	< 1,7	< 1,7
<i>Gearing</i>	< 1	< 1

Le ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*) et le ratio de *leverage* étaient tous les deux de 0,1 au 31 décembre 2010. La société considère qu'elle respectera ces deux *covenants* au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le contrat de prêt prévoit que les banques peuvent demander le remboursement immédiat du solde de l'emprunt (clause de « changement de contrôle ») dans le cas où un ou plusieurs actionnaires de la société agissant de concert – à l'exception d'André Harari et/ou de Daniel Harari – viendraient à détenir plus de 50 % du capital et/ou des droits de vote.

Enfin, la société s'est également engagée à limiter ses investissements à € 10,0 millions par an et à subordonner le paiement des dividendes au respect du calendrier de remboursement des échéances du prêt en limitant leur montant, sous certaines conditions, à 50 % du résultat net consolidé de l'exercice concerné (si moins de 50 % du résultat net consolidé de l'exercice d'une année a été distribué la différence par rapport à 50 % pourra être distribuée au titre d'années ultérieures). Le paiement du dividende global de € 5,2 millions au titre de l'exercice 2010 respecte cette condition.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, cet emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une

marge de 1,85 % l'an. Conformément au contrat, cette marge a été réduite à 0,95 % l'an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 compte tenu du ratio de *leverage* de l'exercice 2010.

La société a couvert, dès la signature du contrat de prêt en 2007, son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (cf. note 11). Le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élève à 5,79 % au premier trimestre 2011.

## 10.2 Liquidité

Le tableau ci-dessous résume la trésorerie disponible, les lignes de crédit de trésorerie confirmées et l'endettement du groupe au 31 mars 2011 :

(en milliers d'euros)	Limites	Utilisations	Montants disponibles
<b>Lignes de trésorerie confirmées</b>			
- Jusqu'au 15 juin 2011	4 000	0	4 000
- Jusqu'au 23 juin 2011	10 000	0	10 000
<b>Total</b>	<b>14 000</b>	<b>0</b>	<b>14 000</b>
Emprunts bancaires	30 320	30 320	0
Avances remboursables ne portant pas intérêts	1 857	1 857	0
<b>Total dettes financières</b>	<b>46 177</b>	<b>32 177</b>	<b>14 000</b>
<b>Trésorerie disponible</b>			<b>34 505</b>
<b>Total</b>	<b>46 177</b>	<b>32 177</b>	<b>48 505</b>

Sur la base de sa trésorerie disponible au 31 mars 2011, la société dispose d'une liquidité de € 48,5 millions.

Elle n'a pas l'intention de renouveler les lignes de crédit de trésorerie qui arrivent à échéance au mois de juin 2011, compte tenu des excédents de trésorerie dont elle dispose.

## 10.3 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 mars 2011, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire	4 400	25 920	0	30 320
Avances remboursables ne portant pas intérêt <sup>(1)</sup>	493	1 364	0	1 857
Lignes de crédit de trésorerie	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>4 893</b>	<b>27 284</b>	<b>0</b>	<b>32 177</b>

(1) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

## 11. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 10, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 31 mars 2011 est négative de € 0,7 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au premier trimestre 2011.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, le montant nominal des *swaps* de taux est réduit à € 30 millions. Il sera ramené à € 18 millions le 1<sup>er</sup> juillet 2011, € 13 millions le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et enfin € 5 millions le 1<sup>er</sup> juillet 2012, jusqu'au 31 décembre 2012, date de l'échéance des *swaps*.

De ce fait, dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui à la date du présent rapport (1,37%), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts s'élèverait à 5,72 % au deuxième trimestre 2011, 4,66 % au second semestre 2011, 4,06 % au premier semestre 2012, 3,17 % au second semestre 2012, enfin 2,35 % en 2013 .

## 12. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques et la politique de gestion des risques du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2010.

Au cours du premier trimestre 2011, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,37 / € 1.

### Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2011 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,9 million, destinés à couvrir des positions existantes.

Le 7 janvier 2011, la société avait couvert son exposition estimée au dollar américain pour le premier trimestre 2011 par des ventes à terme à une parité de \$ 1,29 / € 1. Ces ventes à terme se sont traduites par un gain de change de € 0,4 million dans les comptes du premier trimestre 2011. La société ne s'est pas couverte au-delà de cette période.

## 13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2011 est de \$ 1,35 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,33 / € 1 en 2010, et de \$ 1,37 / € 1 pour le premier trimestre 2011).

Sur une base annuelle, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant passer la parité de \$ 1,35 / € 1 à \$ 1,30 / € 1 se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires d'environ € 2,4 millions et du résultat opérationnel de € 1,2 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,40 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité entre l'euro et le dollar est de \$ 1,48 / € 1.

#### **14. CONTROLE FISCAL DE LECTRA SA**

La société mère, Lectra SA, faisait l'objet depuis le mois de juin 2010 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2008 et 2009 qui s'est achevé au premier trimestre 2011. Les redressements notifiés par l'administration fiscale concernent essentiellement le crédit d'impôt recherche pour un montant non significatif et intégralement provisionné au 31 décembre 2010.